

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 409 - Mars 2024

édito

Dans l'effervescence des luttes sociales qui secouent notre pays, il est plus que jamais crucial de prendre la parole pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. À travers cet éditorial, notre syndicat se positionne face aux défis actuels et réaffirme son engagement inébranlable à lutter contre les injustices, notamment celles orchestrées par le Rassemblement National au service du pouvoir et du capital.

En effet, Le Rassemblement National se présente comme défenseur du peuple, mais ses politiques suggèrent le contraire, favorisant les intérêts du capital. Mais alerter sur cette contradiction ne suffit pas. Il convient bien de réaffirmer l'importance de notre unité et de s'organiser afin de revendiquer des pensions à la hauteur de nos besoins, ainsi qu'une protection sociale digne de ce nom. Et notre syndicat entend être en première ligne pour porter ces exigences. Exigences qui ont été longuement débattues lors de notre dernière assemblée générale et dont vous trouverez le compte-rendu dans ces pages.

Afin de coller à ces exigences, le collectif organisation du syndicat s'est déplacé à Draguignan afin d'y rencontrer les actifs et retraités de la BDD pour organiser et coordonner nos actions afin que la solidarité intergénérationnelle serve pleinement la continuité syndicale, le collectif orga se voulant un point de ralliement pour tous ceux qui cherchent à s'engager et à faire entendre leur voix. Pour preuve : nos permanences de Toulon et de La Seyne, ouvertes à tous pour soutien et conseils.

Depuis toujours notre syndicat a fait dans la double besogne, et au-delà du « carreau cassé », nous continuons et continuerons à nous battre pour la justice et la transformation sociale. Tout d'abord en apportant notre soutien indéfectible à Jérémy Caillé, militant engagé, actuellement en proie à des difficultés en raison de son action syndicale, Jérémy, dont le combat n'est pas isolé mais représente la lutte de tous les travailleurs pour la justice et l'équité. Mais aussi en poursuivant et en intensifiant nos actions au sein des différents établissements de la corporation dans le Var. Ces initiatives visent à mobiliser les travailleurs autour de nos revendications centrales et à mettre en lumière les situations d'injustice et d'abus. Nous appelons tous nos membres et sympathisants à se joindre à ces actions, à apporter leur soutien et à participer activement à la lutte pour un monde plus juste.

La lutte continue, et la CGT reste en première ligne pour défendre les droits des travailleurs et des travailleuses. Ensemble, nous sommes plus forts. Retrouvons-nous dans cette bataille pour la justice sociale et la paix.

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général

sommaire

- Edito **1**

- Assemblée Générale du 23 février **2**

- Exigeons l'augmentation immédiate des pensions et retraites **3**

- L'imposture RN épisode 8 - Soutien à Jérémy Caillé **4**
5

- Le collectif ORGA à Draguignan **6**

Un riche débat **au service** **des revendications et des luttes**



Ce sont quelques 70 camarades du syndicat et invités qui ont participé à l'A.G. annuelle du syndicat au Centre Azur de Sanary.

Durant toute la matinée et avant un moment convivial autour d'un apéro et d'un repas fraternel, près d'une trentaine d'interventions ont animé un riche débat sur les enjeux de la période. Débat au cours duquel ont été évoqués :

- La situation internationale, avec la multiplication des conflits armés à travers le monde et la nécessité d'amplifier notre combat pour la paix et le désarmement et contre les marchands de canons et tous les faiseurs de guerre.
- La politique fascisante de Netanyahu et le génocide palestinien qui en découle.
- Les dérives fascistes et l'horizon noir qui nous entoure, mâtiné de teintes brunes, avec les Le Pen, Bardella, Zemmour, Orban,

Meloni, ou encore Milei.

- Les inégalités qui progressent. Les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune tandis que, dans le même temps, la richesse cumulée de 5 milliards de personnes a baissé. Les grandes entreprises réalisent des bénéfices alors que la précarité et la pauvreté augmentent, les salaires n'augmentent pas, les prix augmentent à l'image de l'électricité et les prix de l'alimentation.

- La Loi de Programmation Militaire qui prévoit une enveloppe de 413,3 milliards d'euros pour les armées sur 7 ans soit une hausse de 40% par rapport à la LPM précédente.

- « L'économie de guerre » au détriment de la satisfaction des besoins sociaux, en matière de salaires, de services publics, de

santé, de logement.

Dans ce contexte, la nécessité d'amplifier notre combat contre le Capital a été pointée mais en étant conscients que les succès des batailles à venir allaient dépendre de notre capacité à les mener dans de bonnes conditions. Ce qui implique le renforcement de notre syndicat par : L'adhésion, la continuité syndicale, la formation des adhérents et leur implication dans la vie de leur organisation.

Il a été acté le besoin de créer des sections syndicales en territoires pour mieux prendre en compte les revendications des retraités et un meilleur engagement de notre syndicat auprès des structures territoriales, UL, USLR.

En résumé, une assemblée générale à l'offensive !



Exigeons l'augmentation immédiate des pensions et retraites

Les promesses du candidat Emmanuel Macron en 2017 : « Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite des retraités. Leur retraite sera préservée, il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat ».

Constat : depuis 2017, inflation 17 %, augmentation des pensions 7,9 % = perte de pouvoir d'achat 9,1 %. Fait rare, le gouvernement a respecté la loi en 2024, les pensions viennent d'augmenter de 5,3%, comme l'inflation officielle. Le respect de la loi n'est pas un cadeau, c'est le résultat de nos mobilisations du 24 octobre.

Pour les retraités, l'augmentation des prix est supérieure à l'inflation officielle. Les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les plus anciens : l'alimentation, l'énergie, le logement...

Pour les retraités(es) la santé coûte de plus en plus cher

Les gouvernements :

- Assèchent les ressources de la Sécurité sociale (exonérations, transfert de la dette, Covid...)
 - Réduisent le rôle de la Sécu : (franchises médicales, dépassements d'honoraires, doublement des franchises et participations forfaitaires...)
 - Transfèrent les compétences de la Sécu aux complémentaires santé, onéreuses et inégalitaires, ce qui augmente les tarifs.
- Revendiquons le 100 % Sécu pour les soins et des services publics de proximité !



Les gouvernements : méprisent les retraités, ils promettent et repoussent toujours une loi « grand âge » malgré les scandales de la maltraitance dans les Ehpad, malgré le coût des Ehpad plus chers que la pension pour la quasi-totalité des résidents(es).

Revendiquons un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge.

Attaque contre l'accès à la santé

Le premier ministre vient de signer un nouveau décret instituant le doublement de la participation des assurés(es) aux frais de santé et ce

dès le 31 mars 2024 (information sur l'Emancipateur du mois dernier : franchises médicales et participations forfaitaires).

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des logiques financières qui n'ont qu'un objectif, détruire notre modèle social au bénéfice d'un système assurantiel dont seul les plus riches pourront profiter. Cette nouvelle régression va accentuer le renoncement aux soins. Tout cela engendre une augmentation de la pauvreté des retraités(es) les plus démunis. En même temps, en 10 ans il y a 3 fois plus de milliardaires et ces 42 milliardaires ont gagné 230 milliards d'euros, autant que pour faire un chèque de 3400 euros pour chaque français.

Mardi 26 mars, dans l'unité à l'appel des 9 organisations, exigeons :

- L'augmentation immédiate des retraites et pensions de 10 %
- Des mesures solidaires pour revaloriser les petites pensions
- La re-matérialisation des bulletins des retraites et pensions
- Le développement des services publics sur tout le territoire.

Emile Gondran

Mardi 26 mars, à l'appel des 9 organisations, soyons nombreux derrière les banderoles à Toulon à 10H30, place de La Liberté

Réduction de la dépense publique : le RN au service du pouvoir et du capital

Le budget 2024, c'est l'austérité et l'incertitude. Dès le début de l'année, Bercy a annoncé ramener son estimation de croissance à 1% et opérer une réduction supplémentaire de la dépense publique de 10 Mds d'euros...

Voilà où nous ont amené les politiques de ces dernières années et qui ont repris leur cours depuis la fin de la pandémie de la covid 19. La crise covid intervenue à un moment où l'économie donnait de sérieux signes d'essoufflement aura finalement masqué avec le « quoi qu'il en coûte » la récession naissante mais pour mieux rebondir. En Europe, des milliards d'euros ont été déversés par la BCE pour racheter des titres de dettes publiques sur les marchés et soutenir les profits... Le covid passé, retour aux règles des traités, en clair à l'austérité budgétaire et à la règle des 3%.

Ce brusque réajustement, ajouté à la rupture des chaînes de production à flux tendu de l'avant covid, à la remontée des taux directeurs et bien sûr à la confiscation de l'argent distribué pour le capital, au lieu qu'il serve pour l'emploi, les services publics, la recherche, la santé, la transition et le développement écologique, conduit à une demande en berne, à une paralysie de l'offre et ainsi, à une croissance atone. C'est dans ces conditions que, pour désendetter, le Ministre des finances décide de tailler dans la dépense publique, faisant repartir de plus belle le cercle vicieux régressif.

Car ce sont bien les coupes répétées dans cette dépense publique

qui anéantissent l'énorme potentiel de développement du pays, de son économie et sclérosent la production des richesses nécessaires pour rétablir les comptes publics et répondre aux besoins sociaux. Dans le même temps l'emploi et le pouvoir d'achat reculent.

Pour la CGT , il y a urgence à remettre au centre, l'humain, le social et l'environnemental !

Comme le déclarait récemment notre secrétaire Générale Sophie Binet dans une interview au journal « L'Humanité » : « ...Les multinationales ont accaparé le pouvoir au point d'être plus puissantes que les états... Nous avons besoin d'une rupture comme celle du CNR... » et cela au moment où « ...les forces de l'argent basculent à l'extrême-droite. »

C'est impératif pour éviter un nouveau tour de vis et cela suppose une remise en cause des critères du capital et une autre utilisation de l'argent. L'objectif étant de juguler la crise pour la dépasser et construire une société nouvelle, fondement d'une autre civilisation pour toutes et tous, faite de partage, de co-développement et de paix.

Pour le R.N. et toute la fachosphère, sous le ripolnage so-

cial... C'est soutien total au capital !

Acontrario de la CGT, pour le R.N de Marine Le Pen, l'obsession est de réduire la dépense pour désendetter.

Pour eux, les 10 milliards supplémentaires de réduction de la dépense proposés par Bercy sont totalement insuffisants et appellent à une réduction beaucoup plus sévère et veulent accélérer la cadence pour rentrer dans les clous des 3%... mais elle continue à dénoncer le manque de services publics... Cherchez l'erreur !

Pour soi-disant rétablir les comptes publics, elle formule donc quatre propositions, qui viennent en fait au secours du capital et du MEDEF.

Une nouvelle duperie pour le monde du travail qu'elle dit pourtant vouloir défendre !

1) **Le coût de l'immigration** : Elle compte récupérer 16 Mds d'euros... Pour elle, l'immigration n'est qu'un coût alors que de nombreuses études montrent que son apport est indispensable au fonctionnement du pays.

2) **La lutte contre la fraude fiscale et sociale** : Le seul chiffre avancé est celui de la fraude sociale liée au travail dissimulé 7 à 8 Mds d'€ ! Rien sur la fraude fiscale chiffrée aux alentours de 100 Mds

d'€/an. Rien sur la fraude économique sur les produits passant les frontières de l'UE sans contrôle ni taxe à leur entrée. Mais pour effectuer ce travail il faut embaucher des fonctionnaires, et les former. Mais ça, c'est de la dépense publique !

3) **La concurrence internationale déloyale** : Son remède c'est instaurer la préférence nationale et en finir avec les normes estimées trop pesantes. L'OMC, les traités de libre-échange, le poids du dollar dans les échanges internationaux... Pas un problème, on ne change rien... sans doute trop in-

trusif pour les multinationales !

4) **Nos institutions** : Non contente des règles déjà fort restrictives imposées par la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) en matière de gestion budgétaire, elle veut la réformer pour introduire une séparation stricte entre le budget d'investissement et le budget de fonctionnement... Haro sur les services publics !

C'est ça le projet du RN, qui fait totalement sien les choix néolibéraux de l'U E et acte sa soumission au capital et au grand patronat des multinationales.

Pour eux, les banques n'existent que pour soutenir les profits capitalistes et La dette ne se gère qu'en faisant décroître la demande sociale, c'est-à-dire les dépenses de protection sociale, des services publics, l'emploi, les salaires et l'environnement. Pourtant, autant d'éléments indispensables à une politique soucieuse avant tout de l'humain et de la planète et à laquelle ils tournent allègrement le dos.

Michel RENOUF

Soutien à Jérémy Caillé

Le 7 mars, notre camarade d'EURENCO Vaucluse était trainé en justice dans le cadre de son activité syndicale.

L'audience se tenait à Nîmes. Des délégations de la CGT de plusieurs départements se sont rassemblées devant le tribunal pour soutenir Jérémy et dénoncer la criminalisation de l'activité syndicale, les entraves au droit de manifester et les atteintes

aux libertés syndicales qui se multiplient.

Plusieurs camarades de notre syndicat des retraités du MinDef faisait partie de la délégation de notre UD/CGT du VAR.

Le jugement devrait être rendu le 7 mai prochain.

Des actions dans des établissements de la corpo dans le Var...

DGA/EM LE LEVANT : 150 grévistes sur 190 personnels le 22 février pour les conditions de travail et de rémunération.

CMG TOULON : 56 personnels administratifs travaillant dans le secteur de la paie ont débrayé pour manifester contre la souffrance au travail. D'autres actions étaient envisagées.



22 février 2024 :

le collectif ORGA à Draguignan

Première réunion délocalisée de 2024 - dans le Haut-Var - regroupant retraités et actifs, syndiqués ou pas, à l'UL de Draguignan. Nous étions 16 dont 9 actifs, deux femmes dont une encore en activité.



L'objectif de ces réunions délocalisées étant d'être au plus près de vous, de tenir compte des spécificités des lieux géographiques, d'aller vers une coopération intergénérationnelle pour mieux travailler ensemble, de garder le contact afin de préparer la bascule actifs / retraités. Pourquoi adhérer au syndicat des retraités ? Déjà parce qu'il nous est impossible de rentrer dans nos enceintes militaires et pas que.

La BDD de Draguignan regroupe diverses entités dont Canjuers (qui compte près de 300 personnels civils dont Ouvriers d'Etat, ATMD...), le site du Cannet des Maures (armée de Terre, Hélicos etc...), une Base de Défense très étendue sur le territoire. Au Cannet des Maures, ce sont deux ex-GIAT qui ont créé le syndicat CGT il y a une vingtaine

d'années.

A travers cette réunion, nous avons découvert des profils très différents des nôtres (ex militaires, ATMD, carrières privées...) Nous avons entendu leurs soucis : externalisation des personnels Ouvriers d'Etat et ATMD au profit de boîtes privées, installation de sociétés privées dont Renault Truck à l'intérieur des bases militaires - le remake de DCAN en DCNS... pour arriver à Naval Group d'aujourd'hui.

Une grande richesse amenant une grande complexité pour les déroulements de carrière dont les calculs pour l'amiante, les insalubres, la retraite.

En conclusion, tous les présents ont bien compris l'utilité du syndicalisme retraité afin de continuer les batailles (revalorisation des pensions, Sécurité sociale, Carsat, aide aux

actifs...) et ce que nous pouvons et pourrions leur apporter notamment au travers de La Formation et des cellules déjà en place dont celles de La Seyne et de Toulon (insalubres, retraites, aides administratives etc). Réunion riche et très participative via présentation de chacune et chacun et discussions animées. Alain Guinier, ayant une grande connaissance de leurs spécificités, sera le pilote de ce secteur en lien avec La Seyne et Toulon concernant les thèmes insalubres et retraites. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur ces sujets d'Henri et Daniel. La réunion s'est clôturée par un pot fraternel et s'est prolongée autour de quelques pizzas et douceurs... C'est également cela la CGT : la fraternité et la convivialité !

Le collectif ORGA

Rappel des permanences et contacts

Sur La Seyne sur Mer, Henri Gramondo et Daniel Desmeules tiennent une permanence tous jeudi après-midi de 14H00 à 16H00 à la Bourse du Travail de La Seyne sur Mer, sise 42 Avenue Gambetta (hormis durant les mois de juillet et août)
Henri : Tel : 06 33 59 13 13 / Mail : henri.gramondo@club-internet.fr
Daniel : Tel : 07 86 64 43 53 / Mail : daniel.desmeules@orange.fr

Sur Toulon, Jean-François Vicens et Myriam Pellat tiennent une permanence une après-midi par mois, les jeudis à la Bourse du Travail de Toulon sise 13 Avenue de L'Amiral Collet; prochaines dates : 18 Avril 2024, 16 Mai 2024, 13 Juin 2024
Jeff: Tel : 07 86 67 06 68 / Mail : jef.toulon@gmail.com
Myriam : Tel: 06 36 96 11 70 / Mail : myriam.pellat@sfr.fr

Sur Draguignan, pas de permanence instaurée mais Alain Guinier reste joignable à la demande : Tel : 06 81 64 99 16 / Mail : alain.guinier83@gmail.com